

Lionel Tourtier

Président de Générations ERIC

VERS UNE FRAPPE RUSSE SUR L'EUROPE : CE QUE PERSONNE NE VEUT DIRE

Suite à : « Préparer la guerre contre la Russie : réalisme gaullien ou illusion fédéraliste ? »

Cet article fait suite à l'analyse publiée sur le site LinkedIn et sur le site de Générations ERIC (generations-eric.fr). Il en actualise les données à juin 2026, à la lumière des développements militaires, diplomatiques et énergétiques des dernières semaines. Les deux textes se lisent de façon complémentaire.

Tandis que l'opinion publique française et européenne se concentre sur les canicules, le pouvoir d'achat ou les ambitions présidentielles, une menace autrement plus grave semble absente du débat : le risque croissant d'une confrontation directe avec la Russie, avec en arrière-plan l'ombre d'une escalade nucléaire.

Ce n'est pas un scénario de guerre froide ressuscité. C'est une dynamique d'engrenage en cours, documentée, observable, que les dirigeants européens semblent incapables ou peu désireux d'arrêter. Henri Guaino, dès mai 2022, nous avertissait : nous marchions vers la guerre comme des somnambules. Quatre ans plus tard, nous courons.

Cet article s'articule en six parties : l'état réel du front ukrainien ; la cobelligérance de fait de l'OTAN ; la russophobie comme angle mort stratégique ; l'évaluation du risque d'escalade nucléaire ; les raisons du désengagement américain ; et la seule voie qui demeure — celle du réalisme gaullien.

I. La situation sur le front : une dégradation que le narratif occidental dissimule

Le discours officiel occidental maintient depuis des mois l'illusion d'une guerre équilibrée, voire d'une Russie « stratégiquement vaincue » quelles que soient les issues militaires. La réalité du terrain en juin 2026 est très différente.

Une progression russe lente mais continue

La progression russe sur le Donbass, quoique lente, est ininterrompue. Sa lenteur s'explique non par une résistance ukrainienne victorieuse, mais par deux contraintes propres à la tactique russe : la menace des drones ukrainiens sur les colonnes d'approvisionnement et les opérations de nettoyage des positions urbaines conquises, très consommatrices de moyens.

La perte récente de Kostiantynivka constitue un revers sérieux : elle ouvre une voie vers les villes fortifiées de Kramatorsk et Sloviansk. Plus au nord, la prise d'Ivolzhanskoye rapproche les forces russes de Soumy à environ onze kilomètres — et Soumy n'est qu'à trois cents kilomètres de Kiev, sans zone fortifiée intermédiaire. C'est une menace stratégique à terme.

Les causes de l'effondrement progressif du front

L'effondrement progressif du front ukrainien tient à plusieurs facteurs convergents : difficultés logistiques majeures, insuffisance de moyens humains, épuisement des stocks de munitions. Face à cette dégradation, l'Occident a franchi plusieurs paliers dans son soutien — passant de fournisseur d'armes à acteur de fait du conflit. La France a souvent été en pointe de cette évolution, sans que le gouvernement n'ait jamais jugé utile de consulter le peuple français, ce qui contredit l'esprit des institutions voulues par le Général de Gaulle.

Ce que le narratif dominant occulte

La Russie progresse de façon continue sur tous les axes depuis le début de 2026.

Les frappes ukrainiennes en profondeur sur le territoire russe n'améliorent pas la situation sur le front — elles servent à entretenir l'illusion que Kiev n'est pas encore battue.

Le fossé entre la communication officielle et la réalité du terrain est devenu un risque stratégique en lui-même : il empêche les décideurs européens de percevoir l'urgence d'une solution négociée.

II. L'OTAN en cobelligérance de fait : les faits, pas les intentions

La presse occidentale se réjouit des multiples attaques de drones et missiles sur Moscou, Saint-Pétersbourg et les infrastructures russes. Elle omet de préciser une réalité que les militaires connaissent et que les dirigeants préfèrent taire : ces opérations ne peuvent pas être le simple fait des forces ukrainiennes.

Une implication directe désormais documentée

Les frappes en profondeur sur le territoire russe impliquent une chaîne d'assistance occidentale qui va bien au-delà de la fourniture d'armes : renseignement en temps réel, planification des cibles, fourniture de coordonnées GPS précises, participation technique de spécialistes occidentaux selon des sources militaires européennes et russes. S'y ajoute la livraison de missiles longue portée — Storm Shadow, SCALP, ATACMS — avec autorisation de tir sur le territoire russe, ce que l'administration Biden avait toujours refusé.

Le président Macron a lui-même reconnu publiquement que les deux tiers des capacités de renseignement militaire ukrainiennes proviennent de la France. Cette déclaration, prononcée lors de ses vœux aux armées en janvier 2026, a été peu commentée dans les grands médias. Elle signifie pourtant que les frappes ukrainiennes sur la Russie sont, dans une large mesure, planifiées avec le concours de militaires français. Vouloir provoquer la Russie ne s'y prendrait pas autrement.

Les faits qui franchissent les lignes rouges

Plusieurs décisions récentes illustrent le glissement vers une confrontation assumée :

- La construction de camps de détention pour prisonniers russes aux Pays-Bas, révélée au printemps 2026 — décision aussi absurde que provocatrice au regard de la réalité militaire sur le terrain.
- La signature de partenariats industriels militaires entre l'Ukraine, l'Allemagne et le Royaume-Uni pour la production de missiles à moyenne et longue portée.
- L'adoption par le Parlement finlandais d'une loi autorisant l'introduction, le transport et le stockage d'armes nucléaires sur le sol finlandais.
- Le déploiement accru d'instructeurs et de forces spéciales occidentales sur le territoire ukrainien.

L'aggravation récente : Trump et la surenchère de Rubio

À la suite du dernier sommet du G7, le président Trump a publiquement encouragé Zelensky à amplifier les attaques sur le territoire russe. En réponse, Kiev a mandaté le SBU pour mener une campagne de pression de quarante jours contre la Russie, selon The Kiev Independent du 25 juin 2026.

Dans ce contexte, Marco Rubio, représentant de la frange néoconservatrice au sein de l'administration Trump, a jugé dans une conférence de presse qu'il fallait contraindre la Russie à négocier par l'intensification des bombardements sur les grandes villes. Sa posture doit aussi se lire dans la perspective de 2028 : candidat à la présidence face à Vance, dont la vision diverge fortement, Rubio a tout intérêt à une posture de fermeté spectaculaire. La politique américaine vis-à-vis de l'Ukraine est désormais en partie conditionnée par des calculs électoraux internes — ce qui en fait un facteur supplémentaire d'imprévisibilité.

III. La russophobie comme angle mort stratégique

Tout stratège digne de ce nom — que ce soit Sun Tzu ou Clausewitz — doit se débarrasser de toute idéologie avant de prendre une décision. C'est précisément ce que l'establishment européen s'avère incapable de faire concernant la Russie.

Un discours de confrontation assumé par les dirigeants

Les déclarations des douze derniers mois ne laissent aucun doute sur l'état d'esprit dominant dans les capitales européennes :

- Emmanuel Macron (France, 2025-2026) : a insisté sur la nécessité de « se préparer à tout scénario », y compris la guerre directe avec la Russie, tout en reconnaissant le soutien massif français en renseignement à l'Ukraine.
- Friedrich Merz (Allemagne) : a plaidé pour une ligne dure, avec un leadership du « E3 » (France, Allemagne, Royaume-Uni), rejetant toute ouverture aux négociations.
- Boris Pistorius, ministre allemand de la Défense : a multiplié les déclarations sur une confrontation « inéluctable » avec la Russie à l'horizon 2029. Le document allemand « Gesamtkonzeption militärische Verteidigung » (avril 2026) en est la traduction doctrinale.
- John Healy, secrétaire britannique à la Défense (juin 2025) : « La Grande-Bretagne est prête à affronter un conflit armé avec la Russie. »
- Ursula von der Leyen : a appelé à renforcer les sanctions et préparer un réarmement massif, sans jamais soumettre cette orientation à un débat démocratique.

Les racines historiques de la russophobie britannique

Pour comprendre l'intensité de l'engagement britannique dans cette logique, il faut remonter à ses racines historiques. C'est dès 1817 que le Morning Chronicle affirmait que « la principale intention des Russes est d'agrandir leur territoire ». La même époque vit un général britannique remettre en circulation un faux document d'origine napoléonienne — le « Testament de Pierre le Grand » — formulant quatorze instructions supposément destinées aux héritiers du Tsar pour dominer l'Europe. Ce document apocryphe, connu sous son titre original de « Copie du plan de domination européenne », continue d'alimenter le narratif russophobe deux siècles plus tard.

Cette tradition de manipulation de l'opinion est une constante de la politique extérieure britannique. Elle explique en grande partie pourquoi Londres est aujourd'hui en pointe dans le soutien à l'Ukraine — y compris au-delà de ses propres capacités militaires, comme nous le verrons.

Les conséquences de cet aveuglement

La croyance dominante parmi les dirigeants européens est que la Russie ne réagira pas « au-delà d'une certaine ligne » de crainte de déclencher l'article 5 et un retour américain en Europe. Cette hypothèse comporte deux erreurs majeures : elle suppose que le seuil de tolérance russe est connu et stable, et elle suppose que l'article 5 serait automatiquement activé. Ni l'une ni l'autre de ces hypothèses ne résiste à l'examen.

IV. L'escalade nucléaire : ce que les états-majors savent mais ne disent pas

Depuis mon premier article, la menace nucléaire s'est précisée. Elle n'est plus seulement une hypothèse doctrinale — elle est devenue une réalité opérationnelle que les États-majors européens mesurent mieux que leurs dirigeants politiques, et dont ils parlent en privé avec une gravité que la communication officielle n'exprime jamais.

Les signaux que le Kremlin a déjà envoyés

Plusieurs développements récents franchissent le seuil de l'avertissement symbolique :

- Les exercices nucléaires russes d'envergure de mai 2026 impliquaient 64 000 hommes, des missiles hypersoniques et des armes nucléaires tactiques. Ce n'est pas un exercice de routine : c'est une démonstration dirigée, chronologiquement liée à l'intensification des frappes ukrainiennes sur le territoire russe.
- Le test réussi du missile balistique intercontinental RS-28 Sarmat (12 mai 2026), présenté par Poutine comme « le système le plus puissant au monde », capable de pénétrer tous les systèmes de défense antimissile existants et futurs.
- Les déclarations de Sergueï Karaganov, Sergueï Lavrov et Andreï Kolesnik — voix qui comptent au Kremlin — indiquant que le recours à une frappe nucléaire limitée n'est plus tabou en cas d'escalade perçue comme existentielle.
- La notification aux missions diplomatiques de quitter Kiev avant de nouvelles frappes russes (26 mai 2026, Les Échos).

L'asymétrie nucléaire que l'Europe refuse de regarder en face

Les chiffres sont connus des spécialistes. La France dispose d'environ 290 ogives, le Royaume-Uni de 225, toutes stratégiques — sous-marins et missiles ASMP-A. Ni Paris ni Londres ne possèdent de capacité nucléaire tactique terrestre ou à faible rendement pour le champ de bataille.

La Russie aligne plus de 4 400 ogives en stock militaire, dont 1 500 à 2 000 armes tactiques non stratégiques (Iskander-M : portée 400–500 km, précision métrique, double capacité conventionnelle ou nucléaire à faible rendement). Sa doctrine révisée en 2024 abaisse explicitement le seuil d'emploi : usage possible en cas d'agression conventionnelle créant une menace critique à la souveraineté, de lancement massif de vecteurs aérospatiaux, ou d'attaque par un État non nucléaire soutenu par une puissance nucléaire. Cette dernière clause vise directement les opérations de l'OTAN depuis l'Ukraine.

L'asymétrie est donc totale sur le plan tactique : la Russie peut frapper une base logistique ou un nœud industriel en Europe avec une arme à faible rendement, sans nécessairement déclencher de riposte stratégique massive. Comme l'a formulé l'expert américain Scott Ritter : « L'Europe risque de ne pas avoir la possibilité de répondre à cette escalade par une escalade similaire. »

Le scénario le plus probable à court terme

L'escalade ne prendrait probablement pas la forme d'une frappe nucléaire massive d'emblée. Le scénario le plus probable est celui d'une réponse russe conventionnelle ciblée — frappes sur des bases OTAN, des sites de production de munitions, des hubs logistiques en Europe de l'Est ou en Allemagne — accompagnée d'une démonstration nucléaire tactique destinée à tester la volonté de réponse occidentale.

Ce scénario serait déclenché par la combinaison de plusieurs facteurs déjà en cours : l'implication directe de pays de l'OTAN dans les frappes sur le territoire russe, la colère croissante de l'opinion russe face aux attaques sur des villes comme Moscou et Saint-Pétersbourg, et la pression intérieure sur Poutine pour une réponse à hauteur des provocations.

Le vecteur biélorusse — un second front possible

Des déclarations à Kiev évoquent la possibilité de frappes ukrainiennes sur la Biélorussie, utilisée comme base arrière russe.

Selon le correspondant militaire russe Alexander Sladkov, une telle initiative déclencherait une double réponse : frappes russes sur des sites de production de drones et de munitions en Europe, et offensive depuis la Biélorussie vers l'ouest de l'Ukraine, isolant des forces déjà en difficulté.

L'ouverture d'un second front disperserait les troupes ukrainiennes sur un périmètre ingérable et accélérerait l'effondrement du front est.

Les limites juridiques de la réponse OTAN

L'article 5 du Traité de Washington est un engagement politique, non une obligation automatique d'intervention militaire. Dans le cas d'une frappe russe conventionnelle ciblée sur des sites militaires — sans atteinte au territoire civil — rien ne garantit son déclenchement. La Slovaquie de Robert Fico, la Hongrie, la Bulgarie et plusieurs pays du Sud ont d'ores et déjà signifié qu'ils ne participeraient pas à une logique d'escalade directe. L'Italie, qui abrite de nombreuses bases américaines et un stock d'armes nucléaires américaines, hésiterait fortement à s'engager.

Par ailleurs, la Russie pourrait invoquer l'article 51 de la Charte des Nations Unies — le droit de légitime défense — en démontrant que des États membres de l'OTAN se sont directement impliqués dans un conflit sur son territoire. La cobelligérance de fait fragilise juridiquement la position européenne face à une réponse russe.

V. Pourquoi les États-Unis ne peuvent pas apporter l'appui attendu

Le changement de position de Trump vis-à-vis de l'Ukraine ne remet pas fondamentalement en question le désengagement américain d'Europe. C'est la traduction d'une orientation structurelle ancrée dans la National Security Strategy de décembre 2025 : priorité à l'Indopacifique et à l'hémisphère occidental, réduction du parapluie de dissuasion classique sur le flanc européen.

L'affaiblissement américain post-Iran

La guerre contre l'Iran a consommé une part considérable des réserves stratégiques américaines. Avec le blocage du détroit d'Ormuz, la situation énergétique est devenue critique, contraignant Trump à négocier un moratoire dans une position de faiblesse. Rien n'est réglé sur le fond entre Washington et Téhéran — dès que les réserves seront reconstituées, dans deux à trois ans, les tensions reprendront. Mais pour l'heure, l'arbitrage est brutal.

Indicateur	Valeur	Commentaire
Niveau actuel des réserves pétrolières stratégiques (SPR)	340 millions de barils	En forte baisse depuis l'opération iranienne
Seuil critique (intégrité des cavernes de stockage)	~143 millions de barils	20 % de la capacité totale
Réserves effectivement utilisables	~197 millions de barils	Moins de 10 jours de consommation nationale
Consommation quotidienne américaine	20 millions de barils/jour	Diesel et kérosène en tension critique simultanée

Cette pénurie place l'administration Trump devant une alternative impossible : fournir du kérosène à son aviation militaire ou du diesel aux camions qui approvisionnent le continent. La contrainte des élections de mi-mandat 2026 pèse lourdement sur chaque décision.

L'Europe ne peut pas compenser ce vide

L'industrie de défense européenne est, à ce stade, incapable d'assumer le rôle que les déclarations officielles lui attribuent. Les faits :

- Les stocks de munitions européens ont été largement épuisés par trois ans de soutien à l'Ukraine.
- La Bundeswehr affiche une disponibilité opérationnelle dramatiquement faible — constat récurrent dans les rapports officiels allemands.
- L'Europe dépend à 80-90 % de la Chine pour les terres rares et composants critiques indispensables à l'électronique de défense et aux batteries.
- Les projets IAA, PIC et Elsa (missiles longue portée européens) ne seront pas matures avant le milieu des années 2030.
- Sans les États-Unis, la logistique OTAN — carburant, transport stratégique, commandement intégré — s'effondre.

Les coûts économiques seraient par ailleurs insoutenables. L'UE entre dans cette séquence en situation de stagflation : croissance autour de 1 %, dette moyenne à 90 % du PIB (France 112 %, Italie 140 %). La crise iranienne aggrave déjà la tension énergétique. Les simulations polonaises

de mai 2026 documentent des chutes de PIB allant de 11 % dans un scénario limité à 55 % en cas de guerre totale, avec une inflation entre 80 % et 850 %.

La fracture de l'opinion publique européenne

Contrairement au discours sur une Europe unie face à la menace russe, les sondages de 2025-2026 dessinent un tableau très différent : soutien limité à l'aide militaire à l'Ukraine, mais très faible pour tout engagement direct ; fort « war fatigue » en France, Allemagne, Italie et Espagne, où une majorité préfère une solution négociée à une guerre prolongée. Moins de 40 % des jeunes Français soutiennent l'idée d'une conscription. De Gaulle savait que la souveraineté repose sur le consentement populaire : une guerre sans soutien du peuple est une aventure, pas une politique.

VI. La voie gaullienne : diplomatie ou catastrophe

Nous sommes entrés dans une phase dangereuse. Par une logique de blocs et un narratif idéologique, l'Occident pousse progressivement vers une confrontation directe que ni l'Europe ni la Russie ne peuvent gagner sans coûts catastrophiques. La posture actuelle n'est ni réaliste ni gaullienne : elle sacrifie la souveraineté française sur l'autel d'une Europe fédéraliste impuissante et d'un atlantisme en déclin.

Le diagnostic sans fard

L'OTAN sans les États-Unis est une coquille vide. L'Europe est économiquement fragile, industriellement fragmentée, politiquement divisée et militairement insuffisante face à la réalité tactique russe. Le narratif d'une Russie en train de perdre la guerre stratégiquement est un biais cognitif qui induit en erreur les décideurs sur trois points essentiels : il sous-estime la résilience russe réelle, il occulte les coûts économiques et sociaux pour l'UE, et il surestime la volonté populaire européenne de soutenir une guerre prolongée.

Ce que de Gaulle aurait fait

De Gaulle considérait la Russie comme un partenaire nécessaire à l'équilibre continental. Il ne l'a jamais considérée comme un ennemi permanent. Il privilégiait le dialogue avec toutes les puissances — y compris l'URSS — pour préserver la souveraineté française. Il n'aurait jamais accepté que Paris devienne le fer de lance d'une Europe supranationale construite sur le conflit, ni que des militaires français planifient des frappes sur le territoire russe sans mandat démocratique.

La seule voie gaullienne est de rompre avec la logique des blocs et d'engager une architecture de sécurité européenne souveraine, incluant la Russie de l'Atlantique à l'Oural. Ce n'est pas de la faiblesse — c'est la condition de la survie.

Une initiative concrète que la France peut porter

La France, puissance nucléaire indépendante et membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies, est la seule puissance européenne en mesure de porter une conférence de paix. Les conditions en sont connues : neutralité militaire de l'Ukraine garantissant la sécurité de Kiev sans menacer Moscou ; garanties de sécurité réciproques engageant toutes les parties ; architecture collective incluant la Russie.

Il faudra pour cela changer de discours, d'abord, et d'attitude ensuite. Ce n'est pas impossible dès lors que sont privilégiés les intérêts réels de la France et de l'Europe, plutôt que le suivisme atlantiste ou le fédéralisme précipité. Face à la montée en puissance de la Chine, l'Europe peut-elle se permettre de se tromper d'adversaire ?

La paix n'est pas faiblesse. Elle est la plus haute expression de la souveraineté quand elle est fondée sur le réalisme et l'intérêt national.

Comme le rappelait Charles de Gaulle :

« Au point de vue de la sécurité, notre indépendance exige, à l'ère atomique où nous sommes, que nous ayons les moyens de dissuader nous-mêmes un éventuel agresseur sans préjudice de nos alliances, mais sans que nos alliés tiennent notre destin dans leurs mains. »

Lionel Tourtier — Président de Générations ERIC — Juin 2026